

Accord collectif national

EXPLOITATIONS ET ENTREPRISES AGRICOLES

(23 décembre 1981)

(Etendu par arrêté du 3 mars 1982,
Journal officiel du 17 mars 1982)

■ *Journal officiel* du 10 juillet 2009

Arrêté du 30 juin 2009 portant extension d'un avenant à l'accord national de travail concernant la durée du travail dans les exploitations et entreprises agricoles

NOR : AGRS0915010A

Le ministre de l'alimentation, de l'agriculture et de la pêche,

Vu les articles L. 2261-15 et suivants et L. 2231-1 du code du travail ;

Vu l'arrêté du 3 mars 1982 portant extension de l'accord national de travail du 23 décembre 1981 et les arrêtés successifs portant extension des avenants audit accord ;

Vu l'avenant n° 16 du 13 novembre 2008 à l'accord susvisé ;

Vu la demande d'extension présentée par les organisations signataires ;

Vu l'avis relatif à l'extension publié au *Journal officiel* du 25 mars 2009 ;

Vu l'avis motivé de la sous-commission agricole des conventions et accords de la Commission nationale de la négociation collective ;

Vu l'accord donné par le ministre du travail, des relations sociales, de la famille, de la solidarité et de la ville,

Arrête :

Article 1^{er}

Les dispositions de l'avenant n° 16 du 13 novembre 2008 à l'accord national du 23 décembre 1981 concernant la durée du travail dans les exploitations et entreprises agricoles sont rendues obligatoires :

- sur tout le territoire métropolitain ainsi que dans les départements de la Guadeloupe, de la Martinique, de la Guyane et de La Réunion pour tous les employeurs et tous les salariés relevant des branches d'activité représentées par la Fédération nationale des syndicats d'exploitants agricoles et la Fédération nationale des coopératives d'utilisation de matériel agricole ;

- sur tout le territoire métropolitain ainsi que dans le département de la Guyane pour tous les employeurs et tous les salariés relevant du secteur d'activité représenté par l'Union nationale des entrepreneurs du pay-sage ;
- sur tout le territoire métropolitain pour tous les employeurs et tous les salariés relevant des branches d'activité représentées par les Entrepre-neurs des territoires, la Fédération nationale du bois et la fédération des propriétaires privés de France et l'Union syndicale des rouisseurs-teilleurs de lin de France, à l'exception des établissements de l'Office national des forêts.

L'article 2 est étendu sous réserve des dispositions de l'article L. 3121-42 du code du travail.

Article 2

L'extension des effets et sanctions de l'avenant visé à l'article 1^{er} est faite à dater de la publication du présent arrêté pour la durée restant à courir et aux conditions prévues par ledit avenant.

Article 3

Le directeur des affaires financières, sociales et logistiques est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 30 juin 2009.

Pour le ministre et par délégation :
Le directeur des affaires financières,
sociales et logistiques,
 F. DE LA GUÉRONNIÈRE

Nota. – Le texte de cet avenant a été publié au *Bulletin officiel* du ministère, fascicule conventions collectives n° 2009/17, disponible à la Direction des Journaux officiels, 26, rue Desaix, 75727 Paris Cedex 15, au prix de 8,20 €.